

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.97.585

30 septembre 1997

(97-4100)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>FRANCE</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Service des industries de communication et de service 3/5, rue Barbet de Jouy 75353 Paris 07 SP L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné:
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Moyens et prestations de cryptologie
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Projet de décret définissant les conditions dans lesquelles sont souscrites les déclarations et accordées les autorisations concernant les moyens et prestations de cryptologie.
6.	Teneur: Les dispositions du texte ont pour but de préciser les trois régimes prévus par l'article 28 de la Loi du 29 décembre 1990 sur la réglementation des télécommunications modifiée (liberté, déclaration et autorisation), créant ainsi un régime de liberté à côté des régimes antérieurement en vigueur et maintenus (déclaration et autorisation) pour la fourniture, l'utilisation, l'importation ou l'exportation d'un moyen ou d'une prestation de cryptologie selon les fonctionnalités, les caractéristiques ou les conditions d'utilisation de ce moyen ou de cette prestation, ou bien lorsqu'il est fait recours pour son fonctionnement à des conventions secrètes gérées par un organisme agréé, et de préciser les procédures administratives de déclaration ou de demande d'autorisation.
7.	Objectif et justification: Le texte est pris en application de l'article 28 de la Loi de réglementation des télécommunications du 29 décembre 1990, modifié par l'article 17 de la Loi de réglementation des télécommunications du 26 juillet 1996. Ses dispositions explicitent la mise en application des nouveaux régimes définis par la loi.

8.	Documents pertinents: <ul style="list-style-type: none">- article 28 de la Loi de réglementation des télécommunications du 29 décembre 1990;- article 17 de la Loi de réglementation des télécommunications du 26 juillet 1996.
9.	Date projetée pour l'adoption: } Date projetée pour l'entrée en vigueur: } fin 1997
10.	Date limite pour la présentation des observations: 24 novembre 1997
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de télécopie d'un autre organisme: CINORTECH Mme Vaquier (AFNOR) Tour Europe 92049 Paris La Défense